

La sécurité du Sahel au cœur d'une rencontre à Alger



La situation sécuritaire est très préoccupante dans la bande sahélo-saharienne. ©D. R.

La lutte armée ne suffit plus à combattre la violence sous toutes ses formes. Combattre le terrorisme en s'attaquant à ses racines est l'approche préconisée aujourd'hui par les pays du Sahel et leurs soutiens régionaux.

Comment prévenir et lutter contre l'insécurité et le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne ? Tel est un des thèmes centraux des "Troisièmes conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent" qui auront lieu aujourd'hui et demain au siège du ministère des Affaires étrangères à Alger, a-t-on appris des services de ce département ministériel. Les participants se pencheront sur la manière de prévenir contre l'extrémisme violent dans une région qui constitue le maillon faible sur le continent africain et un point de départ de centaines de migrants vers l'Europe. Dans un contexte d'internationalisation de la menace terroriste, les pays de la région, les organisations régionales et continentales, ainsi que des membres de la communauté internationale estiment que la lutte contre le terrorisme passe en premier lieu par la promotion d'un développement socioéconomique durable qui se focalisera en grande partie sur la prise en charge de la jeunesse. "C'est dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent" que cette rencontre aura lieu, avec le soutien de l'Algérie, directement impliquée dans le processus de paix au Mali et directement concernée par les bouleversements que connaissent les pays frontaliers, comme le Tchad et le Niger. Selon le document du MAE, il est nécessaire

d'adopter une approche plus globale, qui comprenne non seulement les mesures essentielles de lutte contre le terrorisme axées sur la sécurité, mais aussi des mesures de prévention systématiques qui s'attaquent directement aux causes de l'extrémisme violent", comme le suggère la démarche de l'ONU, dont les troupes sont déployées au Mali depuis 2013, dans le cadre de la mission de maintien de la paix (Minusma). Pour rappel, la Minusma est la mission de l'ONU qui a perdu le plus grand nombre de soldats (plus de 130). "Investir dans la paix et la prévention de la violence par le dialogue et l'inclusion, construire des passerelles entre acteurs d'horizons professionnels divers, consolider une meilleure compréhension partagée de la complexité du phénomène sont les fils rouges de cette initiative, qui contribue également à très concrètement partager et fédérer les initiatives de prévention existantes et à stimuler l'émergence de nouvelles actions qui renforcent les facteurs de cohésion et de paix au niveau local, national et régional", expliquent encore les initiateurs de cette rencontre, conjointement organisée par le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (Unowas), l'Institut international pour la paix (IPI), le département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse (DFAE) et le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme de l'Union africaine (CAERT). Les deux premières éditions ont eu lieu respectivement dans la capitale du Sénégal, Dakar, en 2016, et du Tchad, N'Djamena, en 2017.

Lyès Menacer